

Chapitre 13

Entretien avec Peter Matjašic, président du Forum européen de la jeunesse

En tant que jeune dans l'Europe d'aujourd'hui et en tant que président de l'organisation qui représente les jeunes en Europe, quels éléments selon vous donnent aux jeunes du continent l'impression d'être « déconnectés » ? Et quelles réalités les font au contraire se sentir « connectés » ?

Nous vivons dans un monde très complexe fait d'interconnexion et d'interdépendance entre les personnes, les groupes, les sociétés, les politiques, les technologies et les libertés. Il est très difficile de généraliser un sentiment de détachement ou d'adhésion car cela dépend toujours de chaque individu et de sa propre réalité. Les jeunes, en particulier, sont littéralement reliés au monde, d'où il découle que la notion de connexion est tangible et forte. La question consiste plutôt à savoir ce qui fait l'objet de l'attachement (connexion) ou du détachement (déconnexion). On peut être en relation avec des amis qui se trouvent à l'autre bout du monde, par l'intermédiaire des réseaux sociaux, et n'entretenir aucun lien au sein de la collectivité où l'on réside. Un jeune peut se sentir plus chez lui et davantage lui-même dans le monde virtuel que dans l'espace physique qui l'entoure ; ce sont là de nouvelles réalités qu'il nous faut apprendre à respecter et à comprendre. S'agissant du milieu politique et décisionnel, qui influence notre vie de tous les jours, je dirais que le problème ne réside pas dans un manque d'intérêt de la part de la jeunesse, mais qu'il tient plutôt à ce que les jeunes et leurs organisations ne bénéficient pas de la reconnaissance, du respect et de l'appui nécessaires pour participer pleinement aux processus de décision et d'élaboration de politiques dans les domaines qui les concernent. Les jeunes sont certes davantage consultés qu'avant, mais leurs vues sont toujours aussi peu respectées et prises en compte que par le passé.

Le premier volume de « Points de vue sur la jeunesse » portait essentiellement sur l'avenir des politiques de jeunesse et des jeunes eux-mêmes après 2020. Quels seront alors, d'après vous, les principaux défis à relever ?

Je pense qu'il y a des choses fondamentales qui ne changent jamais. Nous continuerons de nous battre pour que les politiques en faveur de la jeunesse se voient accorder la place qui leur revient parmi les autres politiques et de chercher un équilibre éminemment nécessaire entre leur indépendance et leur transversalité pour répondre aux besoins des jeunes et faire valoir leurs droits. Les jeunes continueront de se préoccuper des aspects qui les intéressent le plus directement : un enseignement de qualité, une participation véritable à la vie démocratique et à la société, la transition entre l'éducation et le marché du travail, des emplois attrayants et, plus généralement, la possibilité d'être mobile, de fonder une famille et de devenir autonome. En outre, la structure démographique du continent jouera un rôle prépondérant dans les choix économiques et politiques. Sans un pacte entre les générations, cela promet de compromettre gravement l'autonomie et le bien-être des jeunes et de produire des effets très préjudiciables sur la planète dont les générations futures doivent hériter. La composante jeune de la société civile aura de plus en plus de mal à obtenir le soutien requis pour la mission qui lui incombe de bâtir une Europe plus ouverte et à faire en sorte que la voix et les préoccupations des jeunes soient non seulement entendues mais aussi prises en compte dans l'élaboration des politiques et des programmes.

Dans quelle mesure pensez-vous que les jeunes d'Europe souscrivent à l'idée d'Europe ? Comment le Forum européen de la jeunesse contribue-t-il à faire en sorte que les jeunes ressentent un lien plus fort avec l'Europe ?

Je crois que la jeunesse d'aujourd'hui en Europe tient l'intégration européenne pour acquise et allant de soi – et ce n'est pas une mauvaise chose ! La plupart des jeunes de l'actuelle Union européenne ont grandi dans la paix et la prospérité. Ils jouissent des libertés et des droits garantis par l'Union, notamment la possibilité de se former en voyageant grâce à des programmes tels qu'Erasmus ou d'autres filières éducatives plus informelles comme les échanges de jeunes, le service volontaire européen et les apprentissages proposés par l'intermédiaire du programme Jeunesse en action. L'idée qu'ils se font de l'Europe revêt généralement un caractère plus affectif que rationnel. Elle repose sur des expériences de vie, positives et/ou négatives. Pour la majorité des jeunes, il est parfaitement normal de voyager sur le continent, d'avoir des amis de différents pays, de parler au moins une langue étrangère et de pouvoir se régaler de tous les types de nourriture. Le kebab turc n'est pour eux pas moins européen que la paella espagnole, les boulettes de viande suédoises, les frites belges ou les pâtes italiennes. Le Forum européen de la jeunesse contribue à faire tomber les murs et les préjugés entre les jeunes d'Europe en offrant à leurs représentants une plate-forme où se rencontrer et échanger, un endroit où les jeunes Azerbaïdjanais se sentent aussi européens que les jeunes Portugais, où les jeunes Norvégiens font part à leurs homologues chypriotes de leurs préoccupations au sujet des politiques de jeunesse. Il constitue véritablement un point de rencontre des cultures et chaque réunion s'y tient dans l'esprit de la devise « unis dans la diversité ». Il aide à jeter des ponts entre les individus, les groupes et les pays, et amène les jeunes à réaliser qu'en dépit de différences parfois très marquées dans leur vécu quotidien, ils ont tous les

mêmes aspirations : une meilleure éducation, de meilleures possibilités d'emploi, un investissement accru dans la jeunesse, davantage de respect pour leurs opinions et une participation plus concrète à la prise de décisions sur les questions qui les concernent.

L'adhésion (ou l'indifférence) des jeunes se reflète-t-elle dans leur participation aux élections européennes ?

Le taux de participation électoral de l'ensemble de la population a décliné lors de chacun des sept scrutins tenus depuis 1979, pour tomber à 43 % en 2009. Le recul le plus marqué a été le fait des jeunes, chez qui la proportion de votants est passée d'environ 33 % en 2004 à 29 % en 2009. Cela pourrait s'expliquer par la théorie – appuyée par les conclusions d'une étude de la LSE (London School of Economics and Political Science) sur la participation des jeunes à la vie démocratique, réalisée en janvier 2013 – selon laquelle les jeunes auraient de véritables attentes démocratiques mais que celles-ci ne trouveraient pas de relais satisfaisant dans l'offre politique actuelle. D'ailleurs, une nette majorité des jeunes interrogés dans le cadre de l'étude en question se dit intéressée par la politique. Les jeunes n'en ont pas assez de la politique ; ils en ont assez d'avoir l'impression que ceux qui « font » de la politique ne se préoccupent pas d'eux. C'est là un constat capital, qui montre que, selon toute vraisemblance, la tendance à la baisse de la participation des jeunes pourrait clairement être inversée. La Ligue des jeunes électeurs – projet lancé par le Forum européen de la jeunesse en coopération avec VoteWatch Europe et IDEA International – s'attèle précisément à cette tâche. Politiquement neutre, l'initiative a pour but de faire mieux entendre les préoccupations et les attentes des jeunes à l'approche des élections européennes. Il ne s'agit pas simplement d'une démarche visant à amener les jeunes aux urnes, mais d'un mouvement qui rassemble tous les jeunes qui veulent peser sur les décisions que l'Europe et ses responsables politiques prendront sur les questions qui les concernent.

Quelle contribution la campagne LoveYouthFuture du Forum européen de la jeunesse apporte-t-elle en ce sens ?

Notre campagne LoveYouthFuture constitue la contribution du Forum européen de la jeunesse aux élections législatives européennes de 2014. Tandis que la Ligue des jeunes électeurs susmentionnée est un projet mis en œuvre avec d'autres partenaires pour encourager les jeunes à participer aux élections, la campagne LoveYouthFuture présente nos principales exigences en matière de politiques à l'égard du prochain Parlement européen et de la prochaine Commission européenne. Les jeunes sont essentiels à l'avenir de l'Europe, aujourd'hui plus que jamais. C'est pourquoi le Forum européen de la jeunesse a dressé une liste de 11 engagements qui décrivent comment l'Union européenne peut aimer ses jeunes, à la fois maintenant et dans le futur, et demande aux candidats à la députation de s'engager devant la jeunesse. Parmi ces engagements figurent l'idée de nommer un médiateur pour les jeunes, qui serait chargé de défendre leurs droits, et celle de mettre fin à la discrimination fondée sur l'âge en adoptant une directive antidiscrimination. Il faudrait également promouvoir la libre circulation des jeunes en Europe, en travaillant à réduire les limites et les obstacles à leurs déplacements, grâce à des programmes de mobilité renforcés et plus accessibles, et en œuvrant à la libéralisation des régimes de visa

pour les jeunes. Alors que la crise fait rage et que le chômage des jeunes monte en flèche, il est aussi plus que jamais nécessaire, si nous voulons parer au risque d'une « génération perdue », de soutenir la mise en œuvre ambitieuse d'une garantie européenne pour la jeunesse en matière de lutte contre le chômage et de plaider en faveur de politiques propices à l'émergence d'un marché du travail plus équitable et ouvert, qui offre aux jeunes des emplois de qualité. En outre, nos organisations membres ont à cœur de faire en sorte que la voix des jeunes soit entendue lors des élections et d'encourager ces derniers à aller voter.